

Madame la Préfète, Madame la Directrice des Services de l'Education Nationale, mesdames, messieurs les membres du CDEN,

Ce CDEN concernant les cartes scolaires premier et second degré se déroule dans des contextes scolaire et social tendus. En effet, il nous semble nécessaire de rappeler ici les difficultés de recrutement dans l'Education Nationale, l'appel aux contractuels qui déstructure parfois des équipes, les problèmes de remplacements dans le premier degré, les charges sur les communes de plus en plus élevées, la flambée des prix des matériaux rendant les rénovations et les bâtis plus onéreux, l'allongement de la durée de la cotisation, le désert médical dans certains secteurs du département... Autant de facteurs qui engendrent des difficultés sur tout le territoire vosgien.

La démographie scolaire est en chute depuis une dizaine d'années cela est indéniable. La ruralité ne permet malheureusement pas d'attirer les populations jeunes. Il est important de prendre en considération les conditions d'enseignement malgré cette forte baisse. Pourtant, le Rectorat nous annonce une réduction de 45 ETP sur tout le département dans le premier degré. Cette réduction entre en contradiction avec l'inclusion scolaire, que le Sgen-CFDT a toujours soutenu. Le terrain tire la sonnette d'alarme à ce niveau. Les conditions d'exercice ne suivent plus. L'accueil des élèves en situation de handicap ne se fait pas dans les meilleures conditions que ce soit au niveau humain ou matériel. Nous soulignons que le maintien des postes de RASED devrait permettre de pallier une petite partie de ces difficultés et nous en remercions l'administration.

Malgré tout, cela n'enlèvera pas la fatigue, la lassitude des enseignants déjà touchés par des conditions dégradées depuis quelques années. La grogne monte. Par exemple, des collègues seront obligés de participer au mouvement. Comment, dès lors, avec autant de fermetures de classes, avoir l'espoir d'obtenir un poste alliant vie professionnelle et vie familiale? Comment les communes pourront-elles encore attirer des populations jeunes sans médecin et sans école? L'engagement pour améliorer la situation doit être collectif. Nous espérons que nos représentants politiques ont conscience de ces enjeux.

Il est de plus en plus saisissant que les tâches des directeurs, des principaux et proviseurs s'alourdissent. Pourtant, depuis l'affaire Renon, d'autres affaires inquiétantes prouvent que l'état de santé dans l'Education Nationale est au plus mal. En effet, les tentatives de suicide, les suicides et les agressions dans les exercices des fonctions sont en nette hausse. Quand la santé et l'éducation sont en perte de vitesse dans un pays, cela prouve que ce dernier est en crise. Nous souhaitons ici rendre un hommage sincère à notre collègue Agnès Lassalle tuée dans l'exercice de ses fonctions. Nous assurons notre soutien et transmettons toutes nos pensées à sa famille, ses amis, ses collègues, ses élèves.

Dans le second degré, l'affaire du jeune Lucas est dramatique. Elle prouve là encore que la société et le cadre scolaire ne sont plus assez sécurisants. Une attention particulière dans des situations de crise doit être portée au niveau de la DHG afin d'alléger au mieux les états de fatigues physique et psychologique des élèves et des professeurs.

Aussi, nous remercions le Conseil Départemental pour l'attention particulière apportée à la rénovation du bâti sur le territoire vosgien. Elle permettra d'améliorer les conditions d'exercices des collègues et d'accueil des élèves.

Enfin, puisque les conditions se dégradent et qu'il sera de plus en plus compliqué d'exercer nos fonctions l'âge de départ à la retraite reculant, le Sgen-CFDT invite tous les collègues à participer à la journée de mobilisation qui aura lieu le 7 mars 2023.

Merci pour votre écoute.